

A Saint-Etienne, le centre-ville miné par la pauvreté

La ville de la Loire illustre le cas de figure, fréquent, où les revenus les plus élevés se trouvent en périphérie.

Le Monde.fr | 08.12.2014 à 11h32 • Mis à jour le 12.12.2014 à 10h03 | Par Sylvia Zappi ([/journaliste/sylvia-zappi](#))

Le ciel est bas mais l'impression de grisaille, presque poisseuse, ne vient pas de là. Dans ce quartier de Saint-Etienne, ce sont les immeubles délabrés qui donnent le bourdon. Les façades sont comme couvertes de suie. Là, des cabanes surplombent le dernier étage d'une construction.

Ailleurs, c'est un empilement de bâtiments décrépits au détour d'un escalier. Ici, à quelques pas du palais de justice, dans ce qu'on appelle Tarentaize, l'un des quartiers déshérités de la commune, même les arrière-cours abritent des bâtisses qui tombent en ruine. Armeville, l'autre nom de la cité de Manufrance, semble être restée « pauvre ville », la capitale des taudis.



Dans le quartier de Beaubrun, à Saint-Etienne. ROMAIN ETIENNE/ITEM pour Le Monde

Avec un taux de 22 % de pauvreté, bien au-delà de la moyenne nationale (14 %), Saint-Etienne est l'illustration du phénomène des centres-villes pauvres dont l'INSEE, dans son portrait social paru le 19 novembre, a souligné la persistance. « *Saint-Etienne est dans la situation, fréquente, où c'est la couronne qui a les revenus les plus élevés, ensuite la banlieue, puis la ville centre. Les quartiers classés prioritaires par la politique de la ville sont dans la ville* », explique Jean-Michel Floch, auteur de l'étude. La deuxième grande ville de Rhône-Alpes est même classée dans le premier tiers des villes pauvres de l'Hexagone par le Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale (Compas).

Sur le même sujet [Selon l'Insee, le périurbain plus riche que les villes et les banlieues](#)

([/societe/article/2014/12/08/selon-l-insee-le-periurbain-plus-riche-que-les-villes-et-les-banlieues_4536475_3224.html](#))

« *Ici, c'est le Barbès de Sainté* [surnom de Saint-Etienne] », explique Hamza Ould Mohamed, responsable de jeunesse, en montrant les multiples kebabs et commerces arabes. Comme Beaubrun, autre quartier pauvre et abîmé, Tarentaize a accueilli les vagues successives d'immigration algérienne et marocaine venues travailler dans les mines et les hauts-fourneaux. Il y a bien quelques HLM issus d'une tentative de rénovation dans les années 1980 mais, eux aussi, construits à la va-vite, font grise mine. Comme si les taudis modernes avaient remplacé les anciens.



Quartier Beaubrun, à Saint-Etienne. Romai Etienne/ITEM pour Le Monde

Un peu plus loin, c'est encore une autre zone du centre-ville, Crêt de Roc, qui abrite d'autres délaissés urbains. A l'opposé se trouve un autre quartier dégradé, Jacquard. « *Le tout fait comme un croissant de pauvreté qui est toujours là, autour de l'hôtel de ville* », constate Jean-Noël Blanc, sociologue urbaniste à la retraite.

Rénovation homéopathique

Le patronat, comme la bourgeoisie locale se sont peu investis dans l'immobilier. La ville « *de l'arme, du cycle et du ruban* », chantée par Bernard Lavilliers, a donc grossi en logeant ses travailleurs – mineurs, ouvriers de l'armement ou passementiers – dans des immeubles de rapport que les petits propriétaires faisaient pousser vite et mal. Dans les années 1960, on bâtit de grosses cités sur les collines. Le centre-ville est laissé en l'état.



Dans le quartier Beaubrun, à Saint-Etienne. ROMAIN ETIENNE/ITEM pour Le Monde

Ces quartiers de miséreux, mal entretenus, sont restés en l'état, accueillant toujours les plus modestes. Des Stéphanois qui vivent avec un revenu médian compris entre 7 900 et 10 300 euros par an, soit entre 650 et 850 euros par mois. Qui viennent l'été aux distributions de nourriture de la

mairie ou font la queue au centre communal d'action social pour un coup de pouce. « *La pauvreté va avec la dégradation de l'habitat* », admet Caroline Lannoy, responsable de la politique de la ville. Quelques tentatives de rénovation homéopathiques ont été faites dans les années 1980.

Dans cette ville frappée par la crise industrielle, l'urgence était ailleurs : il fallait sauver l'emploi, amputé de dizaines de milliers de postes avec la fermeture des mines et des usines dans les années 1980-1990. Et tenter de redonner vie à cette ville qui a perdu 20 000 habitants entre 1990 et 1999. En plus de la perte d'emploi, on assiste à un exode des classes moyennes vers la banlieue – Andrézieux, Feurs, Saint-Galmier... – où l'on peut s'acheter un logement avec un jardin à 50 kilomètres de Lyon.



Un terrain en friche dans le quartier Beaubrun, à Saint-Etienne. ROMAIN ETIENNE/ITEM POUR "LE MONDE"

En 2007, l'Etat crée un établissement public d'aménagement (EPA) dont la mission est centrée sur la revitalisation économique de la cité industrielle. Quartier d'affaires autour de la gare, centre commercial à l'entrée de la ville, création d'entreprises : les réalisations élaborées à coups de ZAC (zone d'aménagement concerté) sont clairement tournées vers les populations que l'on veut attirer. « *Notre cœur de cible n'est pas la pauvreté* », explique ainsi Pascal Hornung, son directeur.

« Un affinage social par le bas »

Les municipalités successives ont pris la même orientation. L'EPA a délaissé son rôle dans les quartiers anciens et la ville s'est centrée sur les réalisations d'architectes de renom, comme le Zénith ou la Cité du design. « *Les équipes ont laissé place à une logique libérale qui a vu s'opérer un affinage social par le bas, à l'américaine. Les Blancs et les classes moyennes s'en sont allées, laissant ces quartiers aux pauvres et aux immigrés* », souligne Christel Morel Journal, géographe à l'université de Saint-Etienne.

Ensuite, ni les HLM ni les logements privés dégradés n'ont été jugés dignes de faire l'objet d'investissements. La vacance et l'insalubrité les ont précipités dans le délabrement et les quartiers se sont enfoncés dans la pauvreté. La municipalité a bien pris quelques déclarations d'utilité publique pour forcer les propriétaires à faire des travaux mais peu d'entre eux l'ont fait.

Aujourd'hui encore, la nouvelle municipalité table sur les nouveaux habitants qu'elle veut attirer : « *Je veux relancer l'attractivité pour donner aux classes moyennes l'envie de revenir* », plaide le maire UMP Gaël Perdriau qui assure « *passer beaucoup de temps avec les promoteurs pour les convaincre* ». Quelques-uns ont investi mais ils l'ont fait dans les quartiers moins abîmés. Pas à Tarentaize qui compte encore à elle seule 50 immeubles insalubres. La ville garde donc son paysage urbain balaféré. « *On est dans une ville qui souffre mais on ne peut pas dire ça à une population durant trente ans* », reconnaît Florent Pigeon, ancien élu à l'urbanisme de la précédente municipalité.